
Emmanuel Thiébot, *Scandale au Grand Orient*

Larousse, 2008, 287 pages

Anne-Aurore Inquimbert



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/6839>

ISBN : 978-2-8218-0524-8

ISSN : 1965-0779

Éditeur

Service historique de la Défense

Édition imprimée

Date de publication : 11 septembre 2009

ISSN : 0035-3299

Référence électronique

Anne-Aurore Inquimbert, « Emmanuel Thiébot, *Scandale au Grand Orient* », *Revue historique des armées* [En ligne], 256 | 2009, mis en ligne le 27 juillet 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/6839>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Revue historique des armées

Emmanuel Thiébot, Scandale au Grand Orient

Larousse, 2008, 287 pages

Anne-Aurore Inquimbert

- 1 Avec cet ouvrage singulier, Emmanuel Thiébot revient sur un épisode des rapports politico-militaires des débuts de la III^e République, certes connu, mais peu abordé par l'historiographie : l'affaire des fiches. Un ouvrage singulier, en effet, quant à sa forme, puisque l'auteur parvient à mêler passages romancés et recours rigoureux aux archives du Grand Orient de France (GODF) notamment. En reconstituant minutieusement le contexte dans lequel est née cette affaire, Emmanuel Thiébot nous donne à voir la nature des relations entre le pouvoir politique et la franc-maçonnerie ainsi que la perception que politiques et francs-maçons ont pu avoir de l'institution militaire. La question centrale est alors la suivante : l'armée de la fin du XIX^e siècle est-elle républicaine ? La crise boulangiste et l'Affaire Dreyfus ont prouvé l'anti-républicanisme de certains de ses cadres. Aussi, dès son arrivée à la tête du gouvernement, Pierre Waldeck-Rousseau confie une mission implicite à celui qu'il nomme ministre de la Guerre, le général Louis André : « républicaniser » l'armée. Ce dernier procède alors à la réduction du service militaire actif, relève le chef d'État-Major général et le vice-président du Conseil supérieur de la guerre (jugés réactionnaires), modifie le mode d'avancement des officiers, abolit certains privilèges, crée les « foyers du soldat » (où la troupe peut se retrouver et assister à des conférences) et commence à exploiter deux registres dans le cadre des procédures d'avancement – créés à l'origine pour son usage personnel – dans lesquels il a classé les officiers républicains (« Corinthe ») et non-républicains (« Carthage »). Si le général André n'est pas franc-maçon, l'officier dont la tâche consiste à alimenter le fichier, appartient, quant à lui, au Grand Orient de France. Dès lors, très vite, l'idée de recueillir des informations sur les officiers *via* les différentes loges du GODF s'impose. Lorsqu'en octobre 1903, l'affaire éclate au grand jour – par l'intermédiaire d'un franc-maçon en rupture de ban – « Corinthe » et « Carthage » comptent près de 19 000 fiches. Le scandale de l'affaire des fiches conduit à la chute du gouvernement d'Émile Combes et ce, même si,

au bilan, son écho au sein de l'opinion publique reste limité. Surtout, comme le précise l'auteur dans son épilogue, l'affaire des fiches n'a aucunement mis à mal la « *lente construction du consensus républicain qui prouvera sa solidité durant la Première Guerre mondiale* ».